

Semaine de mobilisation des peuples/Stop corporate impunity - Genève

3 novembre 2017

Union
syndicale
Solidaires

STOP multiXploitation
multinationales
exploitation multiples
Solidaires

Campagne *Stop corporate impunity*

Semaine de mobilisations des peuples
23-27 octobre 2017 Genève

Le projet de Traité sur les sociétés transnationales et leur chaîne de valeurs en matière de droits humains¹

En 2014 a commencé un processus de réflexion sur un traité contraignant pour les multinationales en matière de droits humains : ce traité vise à ratifier des normes juridiques et des sanctions pénales et financières pour les multinationales en matière de violation : de droits humains, droits du travail, santé des travailleurs et travailleuses, destruction et pollution de l'environnement, expropriations liées à l'extractivisme etc. Suite aux pressions d'ONG et d'associations (People of the Earth international, TNI) et de certains Etats dont l'Equateur, très impliqué dans le processus, un « groupe de travail intercontinental ouvert » a été mis en place, dans le cadre de la commission des droits humains de l'ONU, regroupant à temps de parole égal les Etats et les organisations de la société civile. Cette session à Genève était la troisième, qui devait aboutir à la présentation d'un projet de texte, un « Traité 0 », pour la poursuite du processus. Les Etats participants devaient se prononcer à l'unanimité (et seulement à l'unanimité, on comprend dès lors la fragilité du processus) pour que celui-ci se poursuive. Lors de la première session ils étaient 60, 80 lors de la seconde et plus de 100 pour la troisième. Fait notable, certains Etats, Etat-Unis et Union européenne en tête, se sont impliqués tardivement dans le processus, en se rendant compte, sans doute sous l'action des lobbies concernés, des conséquences possibles d'un tel traité pour leurs ami-es des multinationales. L'Union européenne, par la voix de son représentant lors de la session, a tout fait pour freiner voire bloquer le processus. Les Etats de l'Union semblent décidément ne pas vouloir d'un tel traité. A l'issue de la session, le rapport a été adopté de justesse, malgré la mauvaise volonté affichée de l'Union européenne, qui a demandé à ce que soit retiré du rapport la mention d'une 4e session démontrant effectivement l'étude du texte et la mention de la prise en compte des contributions des organisations de la société civile ! Mais vraisemblablement, le processus va continuer, et avec, les oppositions croissantes de certains Etats, Etats-Unis et Union Européenne dans son ensemble en tête. La France peut exprimer une position plus ouverte, il n'en reste pas moins que cela ne s'entend pas dans le discours de la représentation européenne. Rien n'assure que ce traité verra le jour, cela pourrait prendre plus de 10 ans (et pour quel contenu *in fine* ?), mais les efforts des organisations qui le portent out et auront de plus en plus le mérite de faire exister cette possibilité -cette nécessité !- dans les esprits et les Etats qui s'y opposeront auront à s'en justifier. **En entendant les témoignages des communautés les plus affectées par les formes multiples d'exploitation dont sont responsables les multinationales partout dans le monde, on ne peut que penser que ce travail à toute son utilité, et que Solidaires doit s'y investir.**

¹ https://www.stopcorporateimpunity.org/wp-content/uploads/2017/10/Treaty_draft-FR1.pdf

Campagne *Stop corporate impunity*

Semaine de mobilisations des peuples
23-27 octobre 2017 Genève

Le projet de Traité sur les sociétés transnationales et leur chaîne de valeurs en matière de droits humains¹

En 2014 a commencé un processus de réflexion sur un traité contraignant pour les multinationales en matière de droits humains : ce traité vise à ratifier des normes juridiques et des sanctions pénales et financières pour les multinationales en matière de violation : de droits humains, droits du travail, santé des travailleurs et travailleuses, destruction et pollution de l'environnement, expropriations liées à l'extractivisme etc. Suite aux pressions d'ONG et d'associations (People of the Earth international, TNI...) et de certains Etats dont l'Equateur, très impliqué dans le processus, un « groupe de travail intercontinental ouvert » a été mis en place, dans le cadre de la commission des droits humains de l'ONU, regroupant à temps de parole égal les Etats et les organisations de la société civile. Cette session à Genève était la troisième, qui devait aboutir à la présentation d'un projet de texte, un « Traité 0 », pour la poursuite du processus. Les Etats participants devaient se prononcer à l'unanimité (et seulement à l'unanimité, on comprend dès lors la fragilité du processus) pour que celui-ci se poursuive. Lors de la première session ils étaient 60, 80 lors de la seconde et plus de 100 pour la troisième. Fait notable, certains Etats, Etat-Unis et Union européenne en tête, se sont impliqués tardivement dans le processus, en se rendant compte, sans doute sous l'action des lobbies concernés, des conséquences possibles d'un tel traité pour leurs ami-es des multinationales. L'Union européenne, par la voix de son représentant lors de la session, a tout fait pour freiner voire bloquer le processus. Les Etats de l'Union semblent décidément ne pas vouloir d'un tel traité. A l'issue de la session, le rapport a été adopté de justesse, malgré la mauvaise volonté affichée de l'Union européenne, qui a demandé à ce que soit retiré du rapport la mention d'une 4^e session démarrant effectivement l'étude du texte et la mention de la prise en compte des contributions des organisations de la société civile ! Mais vraisemblablement, le processus va continuer, et avec, les oppositions croissantes de certains Etats, Etats-Unis et Union Européenne dans son ensemble en tête. La France peut exprimer une position plus ouverte, il n'en reste pas moins que cela ne s'entend pas dans le discours de la représentation européenne. Rien n'assure que ce traité verra la jour, cela pourrait prendre plus de 10 ans (et pour quel contenu *in fine* ?), mais les efforts des organisations qui le portent ont et auront de plus en plus le mérite de faire entrer cette possibilité -cette nécessité !- dans les esprits et les Etats qui s'y opposeront auront à s'en justifier. **En entendant les témoignages des communautés les plus affectées par les formes multiples d'exploitation dont sont responsables les multinationales partout dans le monde, on ne peut que penser que ce travail à toute son utilité, et que Solidaires doit s'y investir.**

¹ https://www.stopcorporateimpunity.org/wp-content/uploads/2017/10/Treaty_draft-FR1.pdf

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Campagne MultiXpoltation >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Semaine-de-mobilisation-des-peuples-Stop-corporate-impunity-Geneve>